



Imposer des alternatives, une urgence syndicale !

Depuis le dernier congrès national de la FSU, l'offensive libérale s'est poursuivie. Accroissement de la précarité, des injustices, des inégalités, des discriminations, casse des acquis sociaux, le rouleau compresseur libéral détruit aussi bien les droits des travailleurs et travailleuses gagnés par la lutte, que la planète ravagée par des dizaines d'années de capitalisme.

La crise sanitaire a accentué les inégalités sociales. Elle a été le prétexte à une aggravation des mesures liberticides déjà bien engagées précédemment. L'accès à la vaccination et sa généralisation ne sont toujours pas effectifs dans de nombreux pays faute de partage des brevets. Les richesses sont toujours aussi mal réparties : aujourd'hui, 26 milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Qu'il s'agisse de la réforme de l'assurance chômage ou de celle des retraites, ce sont là encore les mêmes logiques qui sont appliquées : individualisme et réduction des droits.

La droite et l'extrême-droite se livrent à une surenchère raciste, xénophobe, sécuritaire et liberticide. Dans un contexte de répressions violentes des manifestations et de la jeunesse, d'expulsions de sans-papiers, de reconduites aux frontières, de criminalisation du mouvement syndical, le gouvernement a fait adopter les lois sur la sécurité globale et le « séparatisme ». Il a abrogé l'ordonnance de 1945 de protection de la jeunesse pour un code plus répressif et crée une situation catastrophique en matière de protection de l'enfance en refusant d'agir et de donner les moyens aux acteurs de terrains.

Du côté des services publics, qui ont pourtant été un solide rempart à la crise sanitaire et sociale, la douche est toujours aussi froide : la loi de transformation de la fonction publique a dégradé les droits des personnels et leur représentation. Elle a aussi accéléré le recrutement par contrat en lieu et place du statut de fonctionnaire et des concours, dégradant de fait les services rendus à la population !

Dans l'Éducation, avec J-M Blanquer, au dogme de l'évaluation s'est ajouté celui du mantra des fondamentaux déniaient notre professionnalité, entraînant la perte de sens de nos métiers et de l'éclatement du cadre national du service public d'éducation. La précarité poursuit sa progression. Les annonces concernant les AESH sont insuffisantes. La réforme de la formation initiale renforce également les recrutements contractuels pour des étudiant·es qui vont de moins en moins pouvoir étudier et acquérir un haut niveau de formation. Bac, direction d'école, évaluation des

établissements, management hiérarchique... il faut battre la politique à l'œuvre en exigeant la démission des ministres fossoyeurs de l'École publique.

Dans la territoriale, le gouvernement en donnant les pleins pouvoirs aux collectivités locales n'a fait que renforcer l'emprise des employeurs, qui ont profité de la crise sanitaire pour malmener les agent·es. Les attaques contre la Fonction publique n'ont pas cessé durant la crise. Les collectivités locales se sont empressées de détruire les accords sur les 1607 heures...

Plus que jamais, notre syndicalisme a besoin d'un nouveau souffle et doit avoir des orientations claires qui ne transigent pas avec nos exigences. La recherche permanente de l'unité syndicale est nécessaire mais ne doit pas être un frein aux mobilisations. La réflexion autour de la réunification du syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit s'accélérer.

Aujourd'hui un autre monde possible. Cela passe par le renforcement de notre système de retraites, la diminution des inégalités par une réforme fiscale luttant contre les fraudes et taxant les revenus du capital, l'augmentation des bas salaires, des minima sociaux et des retraites, mais aussi l'accès de toutes et tous aux droits élémentaires (logement, santé, école, transports, emploi...), en réhabilitant et en développant les services publics, seuls garants d'une société plus juste, égalitaire et plus écologique.

C'est d'une FSU forte, présente et offensive dont nous avons besoin : une fédération qui articule la réflexion sur nos métiers et nos conditions de travail et leur défense, au plus près de nos classes et de nos services, et qui intervient au quotidien pour défendre les grands enjeux (climat, retraites, migrant·es, lutte contre la précarité, égalité femmes/hommes, lutte contre l'extrême-droite, droits et libertés publiques...), en avançant des alternatives et en s'inscrivant dans des mobilisations interprofessionnelles ou collectives (« *Plus jamais ça* »).

L'École Émancipée appelle toutes celles et ceux qui partagent ces orientations à agir ensemble dans la FSU pour un autre projet de société, social, écologiste, féministe et antiraciste.

Votez et faites voter l'École Émancipée !

Pour nous contacter :
ecoleemancipee63@gmail.com